

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du SER de Tunis
Semaine du 16 septembre 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

CCC+

La note souveraine de la Tunisie par Fitch
Ratings au 16 septembre 2024

Tunisie

Fitch Ratings relève la note souveraine de la Tunisie à CCC+

Dans un [communiqué](#) publié le 16 septembre 2024, l'agence de notation Fitch Ratings a annoncé relever la note souveraine à long terme de la Tunisie à CCC+, près de 15 mois après l'avoir abaissée à CCC-. Cette évolution s'explique par la confiance accrue dans la capacité de l'État à honorer ses engagements de long terme. Ainsi, si les besoins de financement demeurent élevés (estimés à 18% du PIB en 2024 et supérieurs à 14% du PIB en 2025 et 2026), la position extérieure s'est renforcée, notamment grâce à une réduction du déficit courant et au maintien des réserves de change à un niveau satisfaisant (> 3 mois d'importations jusqu'en 2026). Par ailleurs, en l'absence d'accord avec le FMI, les sources de financement extérieur apparaissent limitées mais persistantes. En effet, la Tunisie aurait mobilisé 2,8 Mds USD de financements extérieurs sur les 8 premiers mois de l'année 2024 et pourrait lever 600 M USD supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Ces tendances, combinées à une mobilisation

croissante de financements intérieurs, devraient permettre à l'Etat de faire face à ses prochaines échéances extérieures, dont 1 Md USD en janvier 2025 et 700 M EUR en juillet 2026. En outre, Fitch anticipe une réduction progressive du déficit budgétaire de 6,4% du PIB en 2024 à 4,7% en 2026, en raison notamment d'une diminution de la masse salariale (estimée à 12,9% du PIB en 2026) et des subventions (grâce à l'orientation favorable des cours internationaux). Enfin, si cette note est sujette à de nombreux risques baissiers (déficit budgétaire supérieur aux attentes, détérioration de l'accès aux financements, pression croissante sur les comptes extérieurs), l'agence conditionne une évolution favorable à la mise en place de réformes structurelles pour la réduction du déficit et de la dette publique, ainsi qu'à l'amélioration durable de la balance des paiements.

Le Trésor public tunisien mobilise 1,3 Md TND lors de la 3^e tranche de l'Emprunt national 2024

Les [souscriptions](#) à la troisième tranche de l'Emprunt National 2024, clôturées le 12 septembre 2024, ont atteint 1,3 Md TND (environ 370 M EUR), dépassant ainsi largement les 700 M TND initialement prévus. Les investisseurs sont principalement des intermédiaires en bourse (69%) et des banques (31%). La Loi de finances pour 2024 prévoit la mobilisation d'une enveloppe globale de 2,9 Mds TND au titre de l'emprunt national, répartie sur quatre tranches. Avec l'ajout de la souscription des deux premières tranches, qui s'étaient élevées respectivement à 1 Md TND et à 1,4 Md TND, le gouvernement a déjà collecté près de 3,7 Mds TND, dépassant l'objectif annuel fixé en Loi de finances. La sollicitation du marché domestique intervient dans un contexte où le gouvernement fait face à des financements extérieurs limités, renforçant l'exposition souveraine de certains acteurs domestiques, notamment les banques.

Réduction de 4,9% du nombre d'investissements approuvés dans le domaine agricole à fin août en g.a.

Selon les [données](#) de l'Agence de Promotion de l'Investissement Agricole (APIA), 1 612 projets d'investissement dans le domaine agricole ont été approuvés au cours des huit premiers mois de l'année 2024, soit une diminution de 4,9% en glissement annuel (g.a.), pour une valeur totale de 207,8 M TND (-27,3% en g.a.). Ces investissements devraient permettre la création de 1 530 emplois permanents. Par secteur, cette valeur s'oriente principalement vers le secteur de l'agriculture (62,5% de la valeur totale), devant les services agricoles (20,8%) et la pêche (10,7%). Les subventions accordées par l'Etat aux projets approuvés se sont élevées à 65,4 M TND, soit 31,5% de la valeur totale, et sont largement concentrées sur les primes pour l'acquisition de matériels, qui représentent plus de 40% des subventions accordées.

Signature d'accords pour les centrales photovoltaïques de Sidi Bouzid et Tozeur avec Scatec et Aeolus

Le 18 septembre a eu lieu la signature des accords de financement pour la réalisation de deux projets de centrales photovoltaïques à **Sidi Bouzid** et **Tozeur**, avec Scatec ASA, une société norvégienne, et Aeolus, une filiale du groupe japonais Toyota Tsusho. Ces deux projets consistent en la conception, le financement, la construction et l'exploitation de deux centrales solaires photovoltaïques de 60 MW chacune. Le coût total de ces deux projets est estimé à 79 M EUR et sera financé par plusieurs acteurs, dont PROPARCO, filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé, et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) à travers un prêt de 12,5 M EUR. Ces projets ont été initiés suite à l'appel d'offres lancé par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie pour la période 2018-2021 dans le cadre du régime de concessions pour les projets photovoltaïques. Avec l'ajout de cette signature, l'ensemble des projets de cet appel d'offre sont désormais signés : (i) 100 MW à Kairouan par l'entreprise émiratie AMEA POWER) ; (ii) 130 MW à Gafsa par l'entreprise française Voltalia ; et (iii) 200 MW à Tataouine par AMEA Power.

La Tunisie lance un appel d'offre pour le E-visa

Le ministère des Technologies de la communication a lancé le 12 septembre un [appel d'offre international pour la mise en place d'une plateforme de E-visa](#) qui devrait faciliter l'entrée des voyageurs étrangers sur le territoire et réduire les délais de traitement des demandes. Ce projet sera financé avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAfD) dans le cadre du projet d'appui à la mise en œuvre du plan national stratégique « Tunisie Digitale 2020 ». Les entreprises soumissionnaires auront jusqu'au 15 octobre, date de l'ouverture des plis, pour remettre leurs offres accompagnées d'une garantie de 132 000 TND et auront 12 mois pour exécuter le projet. Cette plateforme sera notamment dédiée aux ressortissants de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale, et du Moyen-Orient. Piloté par le ministère, le Plan National Stratégique « Tunisie Digitale 2020 » a pour objectif de faire de la Tunisie un hub-régional du numérique et lui permettre d'acquérir une infrastructure technologique moderne.

Echange entre le ministre des Transport tunisien et le ministre de l'Investissement saoudien

Une réunion à distance s'est tenue le 17 septembre entre le ministre des T transport Rachid Amri et le ministre de l'Investissement saoudien Khaled Ben Abdel Aziz Faleh, en présence de l'ambassadeur du royaume saoudien à Tunis, Abdel Aziz Sakr ainsi qu'une délégation du ministère de l'investissement saoudien, la PDG de l'Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP), le directeur Général du transport Maritime et des ports commerciaux et plusieurs cadres du ministère.

Au programme de cet échange, la coopération et l'investissement commun pour réaliser des projets stratégiques du secteur du transport, notamment dans le domaine du développement des infrastructures portuaires. Les deux parties ont souligné l'opportunité de développer les échanges commerciaux entre les deux pays et également de renforcer la position de la Tunisie en tant que plateforme logistique régionale vers le Moyen Orient, l'Europe et les marchés Africains.

Lancement du premier hub d'innovation IA pour l'Afrique et le Moyen-Orient à Sousse

Lors d'une conférence de presse au siège social de Novation City à Sousse, mardi 17 septembre 2024, le premier hub d'innovation en intelligence artificielle (IA) pour l'Afrique et le Moyen-Orient (MEA) a été inauguré, conséquence de la signature d'un partenariat de premier plan entre le pôle de compétitivité de Sousse, Novation City, avec le géant NVIDIA. 3^{ème} entreprise la plus capitalisée au monde derrière Apple et Microsoft, NVIDIA est actuellement le leader du marché de l'intelligence artificielle en tant que concepteur de technologies pour l'IA, qu'elles soient hardware ou software. NVIDIA a noué des relations avec Novation City depuis plus de trois ans, avec notamment la formation de plus de 600 personnes aux technologies d'IA. De son côté Novation City a aidé l'écosystème entrepreneurial tunisien à se développer, en soutenant notamment la création de l'incubateur AI Garage et de l'accélérateur AI Factory qui ont vu passer 70 startups. La Tunisie dispose de nombreux atouts en matière d'intelligence artificielle : lors du dernier rapport 2023 de l'*Oxford Insight Institute* sur la prédisposition des pays à intégrer et à développer l'IA, la Tunisie était classée 81^{ème} sur 193 pays. Même si elle ne dispose pas des meilleures infrastructures pour implémenter les technologies, le rapport note que la Tunisie fait partie des rares pays de la région MEA, avec l'Irak et le Bahreïn, à avoir une bonne vision de sa stratégie d'IA via des documents officiels. La Tunisie a déjà prouvé le succès de ses startups d'IA avec entre autres Instadeep, spécialisée dans l'intelligence artificielle appliquée à l'aide à la décision, devenue leader africain et arabe en intelligence artificielle en quelques années, ou encore D-Sap, plateforme digitale traitant les données par machine learning, propulsée par l'incubateur d'excellence de Reims INNOVACT.

La Tunisie accélère sa transition vers les voitures électriques

Une série de mesures pour inciter à l'utilisation de véhicules électriques a été mise en place par les autorités. Le secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, chargé de la Transition énergétique, Ouael Chouchane, les a indiquées mardi 17 septembre lors d'un atelier de travail sur la promotion de la mobilité électrique. La recharge des batteries sera désormais considérée comme un « service », et un arrêté est en préparation pour encadrer ce domaine. Des mesures économiques telles qu'une réduction de la fiscalité ou l'octroi de primes à l'investissement du Fonds de Transition ont été proposées.

D'ici 2030, la Tunisie prévoit d'atteindre 50 000 voitures électriques et 5 000 bornes de recharge, par rapport à 500 voitures et 500 bornes en 2025. Fathi Hanchi, directeur général de l'ANME, a mentionné que 80 stations de recharge supplémentaires sont en cours d'installation avec des municipalités, s'ajoutant aux 80 déjà existantes. Des avantages fiscaux incitatifs existent déjà, notamment la réduction de la TVA sur les véhicules électriques de 19% à 7%, la réduction de 50% des droits d'immatriculation appliqués sur les véhicules électriques, la réduction de 50% de la taxe de circulation (vignette) des véhicules électriques (loi des finances 2024) et l'exonération totale des droits de douane sur l'importation de véhicules à moteur électrique. Le programme national d'électrification des flottes publiques, initialement prévu pour 50 véhicules, a suscité un intérêt accru avec des propositions pour 70 véhicules. Ces efforts s'inscrivent dans un cadre plus large de développement durable, visant à soutenir les projets d'énergie renouvelable et à diminuer l'empreinte carbone du pays. Actuellement, le secteur des transports consomme environ un tiers de l'énergie finale du pays et représente plus de 25% des émissions de gaz à effet de serre d'après le secrétaire d'Etat.

Libye

Le secteur pétrolier représenterait 98% des revenus de l'Etat à fin août 2024

Le 13 septembre 2024, la Banque Centrale de Libye (BCL), qui traverse des troubles politiques, a publié [un rapport](#) sur les recettes et les dépenses publiques au cours des huit premiers mois de l'année 2024. Ainsi, les recettes publiques s'élèveraient à près de 14 Mds USD à fin août 2024, dont 98% sont issues du secteur pétrolier à travers les revenus tirés des ventes (11,8 Mds USD) et les redevances pétrolières (1,9 Md USD). Du côté des dépenses, ces dernières s'établissent à près de 12,5 Mds USD et sont principalement consacrées aux paiements des salaires (7,9 Mds USD) et aux subventions (2 Mds USD), tandis que les dépenses de développement restent particulièrement faibles (67 M USD). Selon le document, le solde budgétaire dégagé sur la période serait donc excédentaire de près de 1,5 Md USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

[Assia Farah Benbahria](#), [Clara Bulteau](#), [Rany Fouad](#)

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : tunis@dgtrésor.gouv.fr

Principaux indicateurs – dernières données disponibles

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population	12 500 000 (2022)	6 850 000 (2022)
Croissance du PIB	+0,4% (2023) +1% (g.a.) (T2 2024)	10,2% FMI -1,7% BM (2023)
PIB par habitant	4 108 USD (2023)	7 327 USD (2022)
Taux de chômage	16% (T2 2024)	18,5% (2023)
Taux d'inflation annuel	6,7% (08/24) 9,3 % (2023)	3,4% (2023)
Taux d'intérêt directeur	8%	-
Balance commerciale	-17,1 Mds TND / -10,7% PIB (2023)	14,7 Mds USD / 35,5% PIB (2023)
Compte courant	-4,1 Mds TND / -2,6% PIB (2023)	7,06 Mds USD / 15,7% PIB (2023)
Réserves en devises	7,5 Mds USD (3,5 mois d'importation)	85,5 Mds USD (67,1 mois d'importations)
Taux de change	3,37 TND/EUR (28/03) 3,12 TND/USD (28/03)	4,8 LYD/USD 5,25 LYD/EUR
Dettes publiques	80,2% PIB (2023)	54,5% (2023)
Flux d'IDE entrants	2 385 M TND (2023)	-
Production de pétrole brut	31 100 b/j (2023)	1,2 M b/j (2023)

Tunisie : prévisions économiques pour 2024

	Croissance du PIB réel	Inflation	Solde courant	Solde public en % du PIB	Dettes du Trésor en % du PIB
FMI (04/24)	1,9%	7,4%	-3,5%	-	78,6%
BANQUE MONDIALE (04/24)	2,4%	8%	-2,4%	-5,6%	-
MINISTÈRE DES FINANCES (LF 2024)	2,1%	-	-	-6,6%	78,8%
BANQUE CENTRALE DE TUNISIE (03/24)	-	7%	-	-	-

Libye : prévisions économiques pour 2024

	Croissance du PIB réel	Inflation	Solde courant	Solde public en % du PIB	Dettes du Trésor en % du PIB
FMI (04/24)	7,8%	2,9%	20,4%		
BANQUE MONDIALE (04/24)	4,8%	2,5%	26,3%	-0,1%	58,1%